



Paris, le 26 mars 2015

## **En Tunisie, la précarité s'accroît et les pratiques de la dictature perdurent**

La situation de l'emploi ne progresse pas beaucoup en Tunisie et c'est ce qu'illustre le mouvement démarré le samedi 28 février par 8 diplômés chômeurs à Gabès, ville portuaire du Sud Est du pays. Ces derniers ont en effet entamé une grève de la faim au siège de la section de la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme (LTDH) dans la région afin de réclamer, pour certains d'entre eux, leur intégration à l'Education Nationale et la fonction publique, et plus généralement, une vie décente. Selon les données des structures régionales de l'emploi, le taux de chômage dans le gouvernorat de Gabès serait de 38%, dont 23 mille diplômés de l'enseignement supérieur, ce que l'on peut considérer comme étant en dessous de la réalité, au vu des controverses régulières sur les chiffres. Au même titre que le développement régional, (manque d'infrastructures comme dans les autres régions de l'intérieur), les problèmes environnementaux récurrents dans la région, en particulier la pollution liée aux usines chimiques, constituent d'autres motifs à ce conflit. Plusieurs mobilisations de soutien, notamment à l'appel de l'Union des Diplômés Chômeurs (UDC) ont déjà eu lieu, samedi 14 mars dans tout le gouvernorat (département) de Gabès, et à Sousse; lundi 16 mars, dans celui de Sidi Bouzid, et Tunis.

Par ailleurs 23 diplômés chômeurs, anciens membres de l'union générale des étudiants de Tunisie (UGET), fichés par la police, ont débuté, lundi 23 mars, une grève de la faim au local des jeunes travailleurs de l'UGTT à Tunis, rue de Grèce. Les grévistes font partie d'un groupe de 186 protestataires, tous anciens membres de l'UGET, ayant entamé depuis 6 jours un sit-in dans le même local. Les manifestants poursuivront leur mouvement de protestation jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites et leur situation régularisée comme convenu dans l'accord signé, en décembre 2014, avec l'ancien gouvernement. Celui-ci prévoyait leur intégration dans la fonction publique après l'examen de leurs dossiers. Ils sont tous au chômage depuis des années étant donné qu'ils étaient exclus des concours de la fonction publique en raison de leurs activités syndicales et politiques sous le régime déchu de Ben Ali. Le nouveau gouvernement de Habib Essid leur a demandé de lui accorder un mois à partir du 27 février 2015 pour examiner leurs dossiers, mais ils ne veulent plus patienter jusqu'à cette date.

Ce lundi 23 mars 2015, la mobilisation des chômeurs ne s'arrêtait pas seulement à Tunis, puisque une manifestation de l'UDC (Union des diplômés chômeurs) a notamment eu lieu à Sidi Bou Zid. Dans de nombreuses villes, comme à Sousse, Gabès, Gafsa, des manifestations se sont tenues à l'initiative de l'UDC, parfois très violemment réprimées, comme celle de Gafsa au mois de février où plusieurs manifestants ont été hospitalisés. Parmi les revendications de l'UDC, en dehors de la suppression des listes noires de Ben Ali, le syndicat réclame la présence de représentants des chômeurs dans les assemblées locales et régionales.

La mobilisation se poursuit ce 26 mars 2015, et va s'amplifier encore notamment dans la région de Sidi Bouzid, surtout que le ministre de l'Education Nationale vient en plus d'annoncer hier que chaque chômeur devra désormais payer 15 dinars pour l'inscription aux concours du CAPES ! A Gabès les grévistes ont refusé des propositions du ministère d'arrêter leur grève contre 150 dinars chacun, finalement ce dernier leur promet encore des solutions. Pas dupes de la manipulation, ils ont décidé d'entamer une grève de la faim sauvage (sans eau) !

Le Secrétariat International de la CNT-F exprime toute sa solidarité avec les grévistes et les chômeurs en lutte ! Contre la précarité en Tunisie et partout ailleurs, pour la justice sociale et la dignité !



**Le Groupe Afrique du Secrétariat International de la CNT-F**